COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 3 AVRIL 1982 — N° 155 — PRIX : Antilles 2 F, France 3 F

Editorial

LE MÉPRIS COLONIAL FRANÇAIS FAÇON «SOCIALISTE» !

Le gouvernement vient par la bouche de son ministre de l'éducation nationale : Alain Savary de montrer une fois de plus son vrai visage. Ce monsieur vient de décider en effet de suspendre tout dialogue avec l'université des Antilles et de la Guyane tant que Roland Thesauros en sera le président. Rappelons que M. Thésauros est connu pour ses idées indépendantistes proches de l'UPLG et que le gouvernement lui impute la responsabilité de la sequestration de M. Selignan, son envoyé, alors que les étudiants en colère l'avaient effectivement bloqué dans un bureau pendant près de 24 H en compagnie de Berthène Juminer, le recteur et de Thesauros lui-même.

Mais en réalité, il s'agit là de vieux réflexes de la plus pure tradition coloniale que connaissent si bien Mitterrand, Defferre ou Savary, vieux chevaux de retour de la quatrième république. C'est tout simplement méprisant «vous ne vous courbez pas, eh bien moi je vais vous montrer que je vous punis» voilà ce que signifie en quelque sorte le geste de Savary. C'est tout simplement méprisant et non seulement à l'égard du président de l'université antillaise mais derrière lui à l'égard de l'ensemble des étudiants et professeurs noirs des antilles et de la Guyane et aussi de la population de nos pays.

Mais cela n'est pas surprenant. Plus on s'éloigne de la situation d'état de grâce» pendant laquelle le nouveau gouvernement «socialiste» pouvait donner l'illusion du changement, plus ce même gouvernement est amené à montrer son vrai visage .

Il réprime d'ailleurs avec moins de gêne. On le voit en Guyane où les CRS et les gendarmes s'en sont pris violemment à la foule, où a été dépêché un renfort de gendarmerie de Martinique. On le voit en Guadeloupe où un travailleur de l'UTA vient d'être arrêté dans le cadre de l'affaire Max Martin et où deux jeunes travailleurs Marc-Antoine et Dalon sont toujours en prison. Ces emprisonnements ajoutés à l'affaire de l'université créent un climat qui peut déboucher sur une situation tendue dans les jours qui viennent.

Les socialistes français au pouvoir se chargeront-ils aux Antilles du sale boulot comme dans le temps en Indochine et en Algérie ?. . . la question reste posée.

Mais quoiqu'il en soit, incontestablement, les masques tombent ; et on se demande même si la gauche française ne se réjouit pas secrètement du succès de la droite tant en France qu'en Martinique. Cela lui donne des prétextes pour ne pas approfondir le changement. . .

Finalement elle a permis à la droite d'être majoritaire aux Antilles. Les élections se sont faites de la même façon qu'à l'époque de Giscard ; pourtant à l'époque les socialistes dans l'opposition déclaraient ces élections anti-démocratiques.

Suite Page 4

ALEXANDER : UN NOUVEAU TRAVAILLEUR DANS LES GEOLES DU GOUVERNEMENT COLONIALISTE-

MARC-ANTOINE, DALON, TOUJOURS EN PRISON!

EXIGEONS LEUR LIBERATION!

Mardi, la radio annonçait l'arrestation d'un homme un travailleur agricole de la région de Castel, Lamentin. Il s'agit de Alexander. En donnant l'information les journalistes ont insisté lourdement sur le fait que cet homme était Dominicain bien que résidant en Guadeloupe depuis plus de 10 ans. Si ils avaient voulu désigner cet homme comme coupable parce que Dominicain, ils n'auraient pas fait mieux.

Mais il ne s'agissait pas cette fois ci d'un Dominicain soupçonné d'avoir commis un larcin. Ce travailleur a été arrêté, officiellement, dans le cadre de l'affaire de la bombe envoyée dans la voiture d'un géreur de Max Martin, avant l'assassinat de ce dernier.

Il s'agit donc d'un nouvel emprisonné politique.

Alexander est le 3e emprisonné de cette nouvelle période de gouvernement socialiste.

Dans les geoles de Pointe-à-Pitre, de Basse-Terre il y á déjà deux autres jeunes travailleurs noirs. Marc Antoine, ouvrier agricole de Capesterre arrêté suite à la même affaire que Alexander, et Dalon, travailleur de Moule, arrêté suite à l'affaire des vitrines brisées de magasins appartenant à des blancs à l'aéroport du Raizet.

Contre ces deux hommes, la justice n'a pas de preuves réelles, pourtant elle leur applique un régime très sévère. Marc Antoine vient de se voir refuser la liberté provisoire par le tribunal de Basse-Terre.

Dalon lui, après un mois d'incarcération provisoire n'a jamais pu voir sa famille. On ne sait pas encore si le juge d'instruction refusera aussi sa demande de mise en liberté provisoire.

Mais une chose est sûre, ces jeunes ne sont ni jetés en prison, ni soumis à ce régime sévère pour la gravité des faits commis. Les dégats créés dans les deux affaires sont sans commune mesure avec les milliards détournés dans les affaires de la SODEG, de la DDE. Pourtant les inculpés de ces affaires sont en liberté, et bien d'autres personnes sou pçonnées n'ont jamais été inquiétées.

Pourquoi alors la justice s'acharne-t-elle sur Dalon, Marc-Antoine et maintenant Alexander.

C'est bien qu'elle veut frapper tout mouvement qui s'affronte à son régime, à la légalité que le gouvernement colonial lui même a établie.

D'ailleurs en dehors de ces arrestations les perquisitions et les fouilles de certains militants et sympathisants du «camp patriotique» se poursuivent. Elles se font aussi chez des travailleurs agricoles de la région de Sainte Rose ou Capesterre.

Pour l'instant le gouvernement socialiste perquisitionne, il enferme des hommes sur lesquels il a des soupçons.

Cela veut-il dire qu'il entend développer une répression plus grande voire même san-

Suite Page 4

A PROPOS DU MEMORIAL FRANTZ FANON



Actuellement se déroule en Martinique le mémorial Frantz Fanon. Il s'agit pour ses promoteurs, militants ou sympathisants des partis de gauche de commémorer l'écrivain et militant martiniquais qui a été pour beaucoup de colonisés un maître à penser.

Qui est donc Fanon ? C'est un fils de fonctionnaire martiniquais. Né en 1925, à 18 ans, il part en «dissidence», c'est-à-dire qu'il s'enfuit en Dominique pour s'engager dans les forces gaullistes alors que la Martinique est sous la dictature de l'Amiral Robert, représentant le maréchal Pétain aux Antilles. Quelques mois après, la Martinique passant du côté de De Gaulle, il y retourne et s'engage dans l'armée française pour combattre les nazis.

Et c'est le premier désenchantement. Fanon fait l'expérience du racisme. Il se rend compte qu'il n'est pas français.

Après la guerre, il fait des études de psychiatrie et publie son premier ouvrage où il dénonce les méfaits de l'assimilation, «Peaux noires, masques blancs».

Puis c'est l'Algérie, où il exerce la fonction de médecin-chef à l'hôpital psychiatrique de Blida. C'est là aussi qu'il vit les débuts de la guerre d'Algérie. Il se lie au FLN, démissionne de son poste de médecin et rejoint les nationalistes algériens. Il écrira à ce moment «les Damnés de la terre», «l'An V de la révolution Algérienne» ainsi que de nombreux articles de journaux dans «El Moudjahid», l'organe du FLN.

Atteint de leucémie, il meurt dans un hôpital aux Etats-Unis à l'âge de 36 ans.

Si Fanon est tant connu, s'il a inspiré des militants comme ceux du Black Power et des Black Panthers (Panthères Noires) aux Etats-Unis, c'est que c'est un écrivain de la révolte des pauvres, des opprimés, des dominés. Des phrases telles que «... je ne veux qu'une chose : Que jamais l'instrument ne domine l'homme, que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme, c'est-à-dire de moi par un autre». Ou encore «L'homme colonisé se libère dans et par la violence», tout cela montre que Fanon était un combattant, un de ceux qui se sont rangés du côté des pauvres, des noirs pauvres colonisés contre les colonialistes.

Suite Page 2

A propos du mémorial Frantz Fanon

SUITE de la PAGE 1

Et les colonialistes ne s'y sont pas trompés en le poursuivant de leur haine même après sa mort : ses livres étaient interdits jusqu'à il y a une dizaine d'années aux Antilles !

Mais si Fanon explique si bien la révolte des pauvres du tiers-monde, la révolte noire, Fanon ne croyait pas les travailleurs capables de prendre le pouvoir dans un pays colonisé et de l'exercer. Il a écrit : «Or il est clair que dans les pays coloniaux, seule la paysannerie est révolutionnaire. Elle n'a rien à perdre et tout à gagner. Le paysan, le déclassé, l'affamé, est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence seule, paie».

C'est cela qui fait la différence entre les révolutionnaires marxistes et ceux qui se réclament de l'idéologie de Fanon. Bien plus, il était un théoricien du nationalisme, de la révolte du colonisé toutes classes confondues contre le colonisateur. Et le résultat de la lutte à laquelle il participa, qu'il contribua à populariser et qu'il prit en exemple pour tous, la guerre d'indépendance de l'Algérie, ce résultat est là pour montrer les limites de Fanon.

L'Algérie s'est libérée du joug colonial français. Plus de racisme anti-arabe, plus de coups de pied à ceux que les colons appelaient les «bougnoules» ou les ratons ! Les algériens ont gagné cela. Leur dignité reconquise a été payée fort cher : plus d'un million de morts, sans parler des nombreuses destructions matérielles.



Mais actuellement l'état algérien est un état dirigé par la bourgeoisie algérienne, par les riches algériens qui vivent dans le luxe alors que des centaines de milliers d'Algériens pauvres ont émigré et continuent à subir le racisme en France. Pour la femme algérienne, c'est la négation de ses droits, la mise sous tutelle au nom des principes les plus réactionnaires de la religion musulmane. Enfin, et cela à valeur de symbole, l'ethnie qui a payé le plus lourd tribut à la lutte contre le colonialisme français, les Berbères, sont actuellement sévèrement réprimés par la bourgeoisie algérienne. Et cela entre autres parce qu'ils ont le malheur pour eux d'être minoritaires, de ne pas être des Arabes comme le sont la plupart des bourgeois algériens.

L'état algérien indépendant, parce qu'il est dirigé par la bourgeoisie a reproduit toutes les tares d'une société bourgeoise : misère pour les uns, richesses pour les autres, domination brutale de la femme privée de droits, racisme envers les minorités.

Fanon bien sûr ne pouvait pas prévoir cela. Mais ceux qui s'en inspirent sont au courant et s'ils choisissent d'en faire leur mentor c'est on ne peut plus volontairement : ils choisissent de ce faire partisans de la bourgeoisie nationale martiniquaise ou guadeloupéenne contre les pauvres des Antilles.

Mais il est un autre aspect de la vie de Fanon, c'est le courage personnel et l'engagement dont il a fait preuve dans sa vie. Fanon est un de ceux qui ont voulu mettre leurs actes en accord avec leurs idées. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut relier son engagement du côté des forces gaullistes en 1943 comme aux côtés du FLN plus tard.

Avec lui, c'est le côté actif, volontaire, de la petite bourgeoisie qui apparaît.

D'autre part c'est un symbole que Fanon se soit battu avec les Algériens contre un gouvernement socialiste en 1956, alors que l'immense majorité de ceux qui le fêtent aujourd'hui sont à la remorque du «socialiste» Mitterrand, qui réprima les algériens du temps de Fanon.

Et combien leur sied bien cette phrase de Fanon, commentant l'attitude des partis «de gauche» en Martinique après les émeutes de décembre 59 à Sainte-Thérèse : «Dans l'immédiat, les forces françaises et leurs alliés, les hommes politiques actuels, députés et sénateurs, briseront sans nul doute cette première manifestation de l'esprit national martiniquais».

Les «hommes politiques actuels» dont parlait Fanon, c'était non seulement la droite de l'époque, mais c'était aussi le PPM, le PCM, le PSU qui de concert avec le Préfet et l'Archevêque demandèrent dans un communiqué commun aux révoltés de faire taire leur colère...

Et le rappel de ce simple événement montre la différence qui existait entre Fanon et certains de ceux qui l'encensent aujourd'hui.

Jacques BRUEL

DECLARATION DE COMBAT OUVRIER A LA MANIFESTATION 3 HEURES POUR HAITI QUI S'EST TENUE A FORT DE FRANCE LE 30 MARS 1982

Combat Ouvrier adresse son salut fraternel au peuple haïtien qui malgré la dictature odieuse qui l'opprime continue à lutter pour sa dignité.

Les crimes de la dictature duvaliériste, soutenue massivement par l'impérialisme américain, la misère, la répression, l'exil, ne peuvent qu'engendrer encore plus de colère et de révolte dans le cœur de ceux qui subissent ce joug.

C'est pourquoi Combat Ouvrier a confiance dans le fait que le peuple haïtien finira par se débarrasser de ses bourreaux.

Si le régime de Duvalier, une des dictatures les plus odieuses et les plus anachroniques qui soient, se maintient, c'est parce qu'une chaine de complicités, ouvertes ou hypocrites, lie le régime de Duvalier aux classes possédantes des autres pays de la région, et au-delà et surtout, à l'impérialisme américain, mais aussi à l'impérialisme français.

Ils sont tous désireux de maintenir le statu-quo actuel parce qu'ils sont riches de la pauvreté des pays de la région. Et ils ont tous peur que la révolte des opprimés ne s'arrête pas aux frontières, mais qu'elle balaie leur ordre, l'ordre de l'exploitation. Parce que le sort des pauvres est lié du Nord au Sud du continent, leur révolte et leur avenir aussi.

Alors, si les riches Etats Unis ferment leurs portes aux réfugiés haïtiens, tout en étant en grande partie responsables de la situation de misère qui les contraint à l'exil, ce n'est pas seulement par racisme. C'est que la bourgeoisie américaine craint que ces Noirs pauvres viennent semer le trouble et la révolte sur le territoire même des Etats Unis, en donnant l'exemple de la révolte à d'autres Noirs pauvres autrement dangereux pour la bourgeoisie américaine : les Noirs américains. L'impérialisme américain a peur de cette poudrière.

C'est ce qui fait la force et la portée du combat de tous les Noirs pauvres de la Caraïbe, de ceux de Haïti, Sainte-Lucie et les autres îles, et aussi de ceux de la Martinique et de la Guadeloupe sous domination du colonialisme français. Non pas parce qu'ils sont Noirs, mais parce qu'ils sont les plus opprimés et que leur révolte peut gagner toute la région et frapper l'impérialisme américain au cœur.

Cette perspective grandiose, le peuple haïtien la partage avec tous les Noirs pauvres de la Caraïbe, de l'Amérique Latine et des États-Unis.

C'est pourquoi Combat Ouvrier salue chaleureusement la lutte courageuse du peuple d'Haïti.

Fort-de-France, le 30 mars 1982

Pour la Direction de Combat Ouvrier
Ghislaine JOACHIM-ARNAUD

BOISSARD : VISITER LES RUINES NE REGLE PAS LES PROBLEMES

Après l'incendie qui a ravagé plusieurs cases à Boissard les habitants ont commencé à se mobiliser pour sensibiliser la population et obliger la municipalité des Abymes à leur apporter une aide conséquente.

Et depuis, plusieurs notables ont fait le déplacement jusqu'à Boissard. Michaux-Chevry, la nouvelle présidente du conseil général ne s'est pas laissée distancer. Elle aussi est venue sur les lieux de l'incendie. Ces notables ont promis aux sinistrés de leur venir en aide pour les aider à reconstruire leurs cases. Ces cases seront probablement reconstruites peut-être qu'elles resteront juste le temps d'un nouvel incendie. C'est pour dire que les causes qui provoquent périodiquement des incendies dans ces quartiers ne seront pas pour autant éliminées. Celles-ci résident dans l'existence même de cette multitude de petites cases juxtaposées les unes aux autres et constituant une véritable ceinture de misère à la périphérie de Pointe-à-Pitre et des Abymes.

Le problème du relogement de ces habitants dans des logements décents se pose donc. Ce problème là il est possible de le résoudre tout de suite. Car combien de logements sont vides dans les quartiers résidentiels du Bas-du-Fort, du Gosier, dans les cités des Abymes et de Pointe-à-Pitre. Combien de gens possèdent plusieurs appartements alors que d'autres en sont totalement démunis ?

Les élus prêchent l'attente plutôt que de s'attaquer sérieusement à ce problème là. Mais les travailleurs de ces quartiers, peuvent faire beaucoup en peu de temps s'ils s'organisaient pour recenser les appartements vides et les occuper.

GUATEMALA : UN COUP D'ETAT QUI ARRANGE L'IMPERIALISME US

Le mardi 23 mars, l'armée prenait le pouvoir par un coup d'état au Guatémala, ou plus exactement, un général chassait un autre général du pouvoir. C'est maintenant le général Rios-Montt qui prend, d'autorité, la place du général Lucas.

C'est un ancien candidat du parti démocrate chrétien lors des élections présidentielles de 1974. La presse bourgeoise le qualifie de «conservateur éclairé»... mais en attendant, si depuis le 23 mars il n'y a pas encore annoncé son programme, il a déjà pris un certain nombre de mesures qui montrent bien que c'est bel et bien d'une dictature qu'il s'agit.

La première mesure de ce nouveau général fut d'abroger la constitution du pays, de dissoudre le congrès et tous les partis politiques. Dans le même temps il se déclare «pour le respect des droits de l'homme»...

Il est difficile de dire si ce coup d'état a été préparé et fomenté de toutes pièces par l'impérialisme américain, mais en tout cas ce n'est pas pour lui déplaire.

Comme dans tous les pays d'amérique latine, il existe au Guatémala un mouvement de guérilla qui inquiète l'impérialisme américain d'autant plus que ce dernier fait tout pour éviter la contagion après la prise du pouvoir par les sandinistes au Nicaragua et la guerre civile au Salvador. Mais le problème qui se pose à lui c'est de favoriser la mise en place d'une dictature, qui ne soit pas trop farouche d'une part, mais d'autre part soit capable de mener une lutte sans merci contre la guérilla.

Il y a quelques temps l'impérialisme américain déclarait qu'il était prêt à aider de nouveau le Guatémala si les droits de l'homme étaient respectés dans le pays. Rios Montt, quant à lui, déclare vouloir respecter les droits de l'homme et en même temps lutter contre la guérilla... un même langage donc des deux côtés. La ficelle est un peu trop grosse pour ne pas voir qui la tire.

EL SALVADOR : APRES LES ELECTIONS, LA GUERRE CIVILE CONTINUE !

Combien de salvadoriens ont participé aux élections organisées par la junte militaire le dimanche 28 janvier ? Personne ne le sait : il n'y avait pas de listes électorales, il n'y avait pas de cartes d'électeurs, les partis qui se présentaient aux élections, sûrs de leur impopularité ne tenaient pas de conférences publiques, et les noms mêmes des candidats étaient tenus secrets ! Et en prime pour tout cela, les hommes de main de l'extrême-droite, promettant de faire des représailles, c'est-à-dire en fait d'exécuter, ceux qui ne voteraient pas.

Voilà les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections dans ce petit pays d'Amérique Centrale peuplé de 3 millions et demi d'habitants et qui connaît la guerre civile depuis plusieurs années.

Alors les militaires au pouvoir peuvent bien se féliciter du fort taux de participation - personne ne peut contrôler réellement ce qui s'y passe- les Etats-Unis, qui sont leurs protecteurs peuvent essayer de faire croire qu'un «processus démocratique» s'est enclenché le 28 mars, ils ne peuvent tromper que ceux qui veulent bien l'être.

Car dans ce pays où 14 familles se partagent l'essentiel des terres cultivables, où des centaines de milliers de paysans n'ont pas de terres, où les militaires répriment férocement tous ceux qui osent s'élever contre la situation existante, il y a précisément suffisamment de raisons de révolte pour que plusieurs dizaines de milliers de jeunes, de paysans aient rejoint les forces de guérilla regroupées dans le FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale).

Ce sont ces forces qui avaient appelé au boycott des élections et qui ont dans bien des cas perturbé les élections du 28 mars.

La guérilla détient une forte partie du territoire du Salvador et les élections qui se sont tenues ne pourront pas les empêcher de poursuivre le combat qu'ils ont entamé. Et l'extrême-droite qui a gagné ces élections le sait fort bien, elle qui proclame que son programme, c'est «la paix des cimetières» ou encore «la paix des 100.000 morts» ! Pour ceux-là, il faut assassiner, encore assassiner, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun opposant. En 3 ans, le Salvador a déjà eu 35.000 morts, parmi lesquels plus de 15.000 pour la seule année 1981 !

Au nom du «monde libre», Reagan arme les assassins et les encourage, en espérant qu'ils pourront contrôler la situation, qui ressemble par bien des traits à ce que connut le Nicaragua en 1978, sous la dictature du boucher Somoza. Les massacres n'ont pas empêché Somoza de tomber. Il n'y a guère plus de garanties pour les partisans de «la paix des cimetières» et leurs protecteurs de Washington.

J. BRUEL

A LA TETE DU CONSEIL GENERAL
RETOURNEURS DE VESTE ET POLITICIENS CORROMPUS.

C'est donc Michaux Chevry qui a été élue à la présidence du conseil général. A côté d'elle une brochette de vice-présidents dont les noms ont été mêlés depuis deux ans à une série d'affaires louches ou de scandales : comme celui de la SODEG : R Viviès, Chamougon, Beaujean...

Cela donne une idée des gens qui seront à la tête de l'assemblée départementale, ceux précisément dont les noms expriment dans la tête de tout travailleur guadeloupéen : magouille, argent, trafic. Quant à Michaux-Chevry, les travailleurs de la région de Basse-Terre se souviennent comment elle avait en décembre dernier pris fait et cause pour le blanc Fisher directeur de l'hôpital psychiatrique contre les grévistes.

Beaujean, lui, il n'y a pas si longtemps se trouvait mêlé à une sombre histoire qui a fait grand bruit lorsqu'une altercation l'avait opposé à Bernier en pleine mairie de Morne à l'Eau en présence de Saman et d'autres...

Voilà qui sont les gens qui se trouvent à la tête du conseil général, de plus ils sont les amis des capitalistes locaux, des békés de tout ce que la Guadeloupe compte d'affairistes et d'exploiteurs. Eux mêmes sont des affairistes : Viviès ou Beaujean sont de gros possédants. Ces gens là trompent la population. Ce sont tous des ambitieux personnels à la recherche d'honneurs, de postes. Les intérêts réels de la population ne les préoccupant pas en réalité.

Alors entourée comme elle est Michaux-Chevry a montré maintenant clairement où elle se situe : hier au parti socialiste, elle l'a quitté juste avant les élections présidentielles pensant, comme Koury par exemple, que Giscard serait revenu au pouvoir. Ainsi pensait-elle bien se placer pour avoir les faveurs du nouveau gouvernement. Giscard n'est pas passé. Mais Michaux-Chevry a choisi de s'allier à la droite purement et simplement quelques mois après qu'elle fût à gauche.

Encore une spécialiste des retournements de veste pour sauvegarder ses intérêts personnels.

Comment les travailleurs pourraient-ils placer leur confiance en tous ces gens sans dignité, sans respect même pour leurs propres électeurs ?

Alors bien sûr, la gauche n'a pas voulu participer à l'élection des vices présidents après qu'elle eût perdu l'élection du président. Elle a quitté l'enceinte du conseil général. Ses représentants n'avaient rien de mieux à faire à ce moment là. Mais, ces hommes de gauche portent une part de responsabilité dans la situation actuelle. Ces partis, socialistes ou communistes passent leur temps à renforcer les illusions de la population dans les élections, font croire aux travailleurs que leur sort changera si ils votent «bien» : ils font croire aux travailleurs que lorsqu'ils auront la majorité au conseil général cela va changer. Et cette majorité ils ne l'ont pas obtenue parce que le découpage électoral et toute la situation profite surtout à la droite, parce qu'ils laissent les partis et les hommes de droite manigancer toutes sortes de plans pour augmenter leurs voix. On l'a vu à St-François où Viviès a fait inscrire beaucoup de gens, des riches blancs, des békés.

Ceci dit, même si la gauche avait eu la majorité au conseil général elle n'aurait rien fait de mieux car cette gauche ne veut pas changer vraiment les choses, elle est lâche, passive et accepte tout des gouvernements qui se succèdent en France qu'ils soient de droite ou de gauche.

Si aujourd'hui ce sont les affairistes, les politiciens les plus véreux que le pays connaît, les amis des capitalistes et de la maffia possédante du pays, qui sont au conseil général c'est aussi de la faute de la gauche passive...

Mais la plupart des travailleurs ne considèrent pas ces gens, de Michaux-Chevry à Chammougon comme leurs véritables représentants. Ils n'ont pas d'estime pour ces gens là. Ils les regardent ironiquement et haussent les épaules ou se moquent franchement d'eux. D'ailleurs la majorité d'entre eux ne votent pas.

Ces gens là sont les hommes et les femmes des exploiteurs, les élus du pouvoir colonial.

Et ceux qui votent ont voté en majorité à gauche parce que en voix, la gauche est majoritaire dans le pays.

Ces gens là sont les élus du pouvoir colonial et des exploiteurs. Ils sont en place parce que le système bourgeois et colonial leur permet d'être là, parce que en Guadeloupe c'est le règne de la médiocrité, des scandales, des trafics, le règne des retournements de veste.

Alors lorsque l'attitude des travailleurs passera de l'ironie et des moqueries à la colère vis-à-vis de ces gens là, la seule façon pour eux de voir changer leur sort sera de balayer tous ces gens et de diriger eux mêmes le pays.

FORT DE FRANCE : LA GREVE DES EMPLOYES TRANSITAIRES

Lundi 29 les négociations ont été rompues entre le patronat et les employés. En effet les transitaires n'entendaient nullement satisfaire à la revendication principale des grévistes, à savoir la 6ème semaine de congés payés. Ils sont même revenus sur les avantages acquis par les travailleurs après une grève il y a deux ans, en réduisant le nombre de jours de congé accordés.

Les grévistes ont donc repris leurs piquets de grève, qu'ils avaient relâchés le temps des négociations. Ils bloquent toujours le port, sauf le passage de certains containers pour l'exportation de produits locaux comme la banane.

Faut-il s'attendre à une nouvelle intervention de la police et des gardes-mobiles comme vendredi 26 où ils ont bousculé et frappé les grévistes pour dégager l'entrée du port ? Ce serait à coup sûr une nouvelle provocation, dont les patrons et la préfecture porteraient l'entière responsabilité.

Les transitaires se sentent confortés dans leur position de refus de céder aux grévistes, par l'attitude du patronat dans son entier qui estime que si les employés des transitaires obtenaient la 6ème semaine de congés payés, cela constituerait un fâcheux précédent qui risquerait d'être imité par d'autres catégories de travailleurs. L'administration elle aussi a d'ailleurs volé au secours des patrons transitaires en envoyant les forces de l'ordre contre les grévistes.

Martinique : sur le port : la police et les gardes mobiles du gouvernement socialiste au secours du patronat.

L'intervention des forces armées contre les employés des transitaires, le vendredi 26, a suscité de nombreuses réactions chez les travailleurs. Les dockers ont menacé de faire grève si cela se reproduisait, et en général de nombreux travailleurs qui suivent avec sympathie la lutte des employés des transitaires, ont été choqués. Comment le gouvernement socialiste, qui se dit favorable aux travailleurs, peut-il utiliser les mêmes vieilles méthodes de répression que l'ancien gouvernement qui leur était franchement hostile ?

En fait le gouvernement socialiste montre là son vrai visage. Car s'il a conservé les forces de police et de gendarmerie intactes, c'est qu'il comptait s'en servir, et contre les travailleurs.

Bien sûr, aux Antilles, le gouvernement a tenté de maquiller les choses : ainsi on a pu remarquer cette fois qu'une grande partie des gardes mobiles casqués et armés envoyés sur le port étaient des Noirs... ce qui ne change évidemment pas la vigueur des coups de crosse qu'ils peuvent asséner aux manifestants !

Et sans doute pour éviter des incidents raciaux, ce sont les policiers noirs qu'on a envoyés en première ligne s'affronter aux grévistes, les gardes mobiles restant en retrait, prêts cependant à intervenir au cas où les policiers locaux ne suffiraient pas à la besogne.

En réalité, c'est toujours le même racisme du colonialisme : l'administration préfère que les nègres fassent le sale boulot contre les ouvriers noirs avant d'y envoyer ses nervis blancs.

Alors, on le voit, rien de changé dans l'attitude du gouvernement, tout socialiste qu'il se dise : soutien aux patrons, répression contre les travailleurs en lutte.

Il montre d'ailleurs aussi le crédit qu'il faut accorder à ses propres paroles concernant les avantages qu'il dit vouloir donner aux travailleurs : car les employés des transitaires se battent pour une revendication qu'avait louée en son temps le parti socialiste, quand il n'était pas encore au pouvoir. Depuis, les temps ont changé, et l'attitude des socialistes aussi.

25 ans de prison pour 470 Francs

C'est le prix élevé que viennent de payer 4 jeunes délinquants qui comparaissaient pour vol à main armée devant la cour d'assises de Fort-de-France.

Certes, le fait qu'ils aient 25 ans de moyenne d'âge n'enlève rien à l'acte lui-même, mais n'est-ce pas chèrement payé pour... 470 francs.

Et cela, au moment même où les responsables du détournement des 6 milliards de la SODEG en Guadeloupe courent toujours. Et ou ici VENUTOLO et nombre de détourneurs de fonds sont en liberté. Comme on le voit, la société ne pardonne qu'aux gros et cela qu'ils soient «honnêtes» ou malhonnêtes.

ECHOS DES ENTREPRISES

GUADELOUPE :

EDF : RATTON, UN PETIT CHEF RACISTE COLONIALISTE QUI N'A PAS LAISSÉ DE BONS SOUVENIRS.

Ratton, chef de service de la production est parti bien avant la fin de son service. On comprend qu'il ait plié bagage si vite. Il n'était pas très à l'aise dans la centrale car personne n'oubliait que c'était lui qui avait fait arrêter sauvagement un agent à l'époque de la répression «anti terroriste» en 1981.

EDF : UN RAPPEL QUI S'IMPOSAIT.

A l'occasion de son départ, Ratton a organisé une petite réception. La quête qui a été organisée pour préparer la réception n'a pas eu grand succès.

Dans la boîte qui circulait pour la quête il n'y a eu que quelques centimes. Par contre des inscriptions «sonjé Petrus» sont apparus sur la boîte. La majorité du personnel a voulu rappeler à Ratton sa ratonnade parce qu'il avait fait arrêter violemment et injustement Petrus par des gendarmes à l'époque de la répression contre le GLA.

HOPITAL POINTE A PITRE-ABYMES
PARTICIPONS AUX ELECTIONS AUX COMMISSIONS PARITAIRES: MAIS SANS ILLUSION

En ce moment, les différents syndicats constituent la liste des candidats aux élections des représentants du personnel aux différentes commissions paritaires.

Chaque syndicat mène sa campagne tambour battant ; la direction elle-même a déjà affiché à l'entrée du personnel la liste des électeurs.

Du fait de la campagne des syndicats et de la publicité faite par la direction, tout le monde parle et nombreux sont ceux qui se demandent qui élire dans les commissions paritaires.

Effectivement, nous avons intérêt à élire nos camarades les plus combattifs, ceux, en particulier que nous avons retrouvés lors de nos différentes luttes. Ils feront mieux entendre notre point de vue et reviendront nous dire les coups bas qui se trament contre nous. Cependant, il nous faut savoir que la Commission Paritaire est une assemblée ou les meilleurs représentants n'ont aucun pouvoir.

Seule la direction a un pouvoir de décision.

En conséquence, ce n'est pas uniquement sur les commissions paritaires que nous devons compter pour régler nos problèmes.

Seule notre détermination au combat pourra avoir raison de l'administration.

BATIMENT - GUADELOUPE : CFT : UN RACISTE QUI A PEUR.

Pourquoi Léonardi a transféré son atelier de réparation mécanique ? Il ne veut pas montrer ouvertement qu'il vient d'embaucher un mécanicien blanc, alors qu'il n'y a pas si longtemps il a licencié plusieurs noirs.

Mais de quoi donc a-t-il peur ?

EDF MARTINIQUE : DES CONDITIONS DE TRAVAIL INACCEPTABLES.

Pour améliorer nos conditions de travail nous avons réclamé à la direction la limitation de la durée du travail et un repos compensateur lorsque nous sommes forcés d'intervenir.

C'est ainsi que nous demandons une compensation lorsque nous travaillons dans le bruit, la chaleur, les gaz ou les trépidations : limitation du temps de travail de 4 à 2 heures lorsque le bruit varie entre 85 et 110 décibels, ou que la chaleur varie entre 35 et 55 degrés.

les responsables qui affirmaient hier que le travail dans les nuisances était rare poussent aujourd'hui des cris d'indignation devant ces propositions.

Il faut être vraiment culotté pour cela. Car ou bien ils disent vrai et ces mesures ne leur coûteront pas grand chose, ou bien ils mentent, ce qui est plus vraisemblable, et il y a lieu d'adopter rapidement ces mesures pour améliorer les conditions de travail.

ÉTUDES DES BESOINS OU PROVOCATION ?

La direction nous a assuré qu'elle avait obtenu les crédits pour 85 embauches nouvelles. Nous avons alors accepté de suspendre notre mouvement de grève pour permettre aux sous comités mixtes de se prononcer sur les besoins de chaque service.

Mais on se demande à quoi servent ces réunions si les chefs de service s'amusent à dire que leur effectif est suffisant.

Ils voudraient nous dire de repartir en grève qu'ils ne s'y prendraient pas mieux.

Si tèl est leur désir, qu'ils se rassurent car nous nous y préparons déjà !

COMMERCE GUADELOUPE

K-DIS ENTREPOTS : UN BIEN TRISTE ROLE

Mardi, les délégués nous ont appelé à une réunion, vendredi aussi. Surprise ! car tous ces temps derniers, lorsqu'il y avait un problème, ils préféraient passer derrière chacun d'entre nous pour nous informer.

Cela devait donc être un problème très important. Et bien, il s'agissait de la soi-disant disparition de deux pâtés la première fois et de 15 tricots la seconde.

Alors nous avons eu droit à de la morale...

Beaucoup d'entre nous étions surpris de voir les délégués faire ce travail alors que la direction ne s'en mêlait pas, du moins ouvertement.

D'ailleurs, certains d'entre nous ont préféré quitter la réunion...

Il aurait été plus nécessaire de discuter de combien Rimbaud et autre French nous volent chaque mois, avec les salaires qu'ils nous donnent...

GUYANE : INTERVENTION DES FORCES DE REPRESSION COLONIALES CONTRE LA POPULATION

Les résultats des élections cantonales en Guyane, ont mal été acceptés par la gauche guyanaise en particulier par le parti socialiste guyanais.

Lors du vote du président du conseil général, des incidents violents ont éclaté entre les manifestants de la gauche et les forces de l'ordre. Ces manifestants protestaient contre le fait que le tribunal avait décidé de proclamer être le candidat du RPR, Paulin Bruné, à la suite des incidents qui avaient marqué le 2nd tour des cantonales. Les membres de gauche du conseil général quittèrent la salle le jour de l'élection du Président du conseil général pour bien montrer qu'ils désapprouvaient un tel vote qu'ils estimaient irrégulier. Ceux qui manifestaient devant le conseil général protestaient aussi contre la décision du préfet de ne pas autoriser le public à entrer dans la salle où se déroulait le vote.

Les manifestants ont été violemment réprimés par les forces de l'ordre qui n'hésitèrent pas à utiliser la matraque et les bombes lacrymogènes. Des gardes mobiles ont même débarqué en renfort de Martinique. La fraude, la répression, rappellent les élections des années au cours desquelles la droite française avait acquis la réputation de mener une telle politique en Guyane et aux Antilles.

Le gouvernement de gauche aujourd'hui, utilise les mêmes moyens. Il réprime ceux qui protestent contre les magouilles électorales et le manque de libertés démocratiques. Et ce sont les mêmes hommes armés aux ordres du pouvoir colonial qui agissent contre la population.

Comme en Guadeloupe et en Martinique, en Guyane, le gouvernement de gauche, le gouvernement de François Mitterrand a favorisé la droite en maintenant les mêmes découpages électoraux qui ont permis le succès de celle-ci.

Et il ne serait pas surprenant que ce même gouvernement applique sans tarder la politique de la matraque et mette au pas tous ceux qui protestent. La gauche a une large expérience en la matière ; en Algérie, alors qu'elle avait été élue en 1956 pour faire la paix, elle intensifia la guerre et organisa la torture à grande échelle contre les Algériens.

M. VERDAT

exigeons la libération : d'ALEXANDER, MARC-ANTOINE et DALON

SUITE de la PAGE 1

glante lorsque des hommes et des femmes de ce pays, plus nombreux encore diront, par les méthodes qu'ils auront choisies, leur volonté d'en finir avec le régime colonial ? Probablement. Car les socialistes français au pouvoir n'ont jamais hésité à réprimer férocement les peuples qui voulaient en finir avec le colonialisme français. Ils l'ont fait en Indochine, en Algérie par exemple.

La situation n'est pas arrivée à ce point là certes. Mais le raisonnement du gouvernement colonial est bien le même. Il décide qu'il est le seul pouvoir légitime et que tout ce qui s'y oppose relève de la subversion.

Il faut dénoncer avec la plus grande énergie cette répression insidieuse.

suite de l'éditorial

Mais face à la droite locale, le gouvernement socialiste a reculé. . . de bonne grâce malgré tout.

Ceux qui dirigent le gouvernement français, qu'ils soient à droite qu'ils soient à gauche, sont des colonialistes. Ils agissent dans l'intérêt de l'impérialisme français et des capitalistes.

L'intérêt du peuple antillais ne passe pas par la politique de ces gens mais par sa propre capacité à prendre lui même ses affaires en main.

SÉLECTION DU PROGRAMME HEBDOMADAIRE SUR RADIO-UNITÉ :

Lundi : 6 h 15 : Informations
7 h 00 : Coup d'zié a si jounal (revue de presse)
12 h 00 : Combat Ouvrier
13 h 15 : Informations

Mardi :

Mercredi : 12 h 00 : GRS Emission du GRS (groupe révolution socialiste)
13 h 15 : Informations

jeudi : 6 h 15 : Informations
7 h 30 : Chronique politique
11 h 00 : Lycéen ka palé
13 h 15 : Informations

Vendredi: 10 h 00 : Jazz-jazz-jazz

Samedi : 11 h 00 : Mati Pilon : émission historique de Oruno Lara.
12 h 00 : Invité politique
13 h 15 : Informations

10 h 30 : Emission du Masu (mouvement d'action syndical unifié)
11 h 30 : Nuestra america en musica.
12 h 30 : Chronique politique
14 h 00 : la parole aux chômeurs.

RADIO UNITE EMET SUR 99,5 MGH

dans certaines communes sur 90 MGH (Morne à l'Eau, Ste Abbé, St-François, Marie-Galante, Capesterre Guadeloupe...).

TOUS LES LUNDIS ENTRE MIDI ET UNE HEURE ECOUTEZ L'ÉMISSION DE COMBAT OUVRIER SUR RADIO UNITÉ.

LES NOIRS PAUVRES AUX USA

L'histoire du peuple noir américain commence en 1619, avec l'arrivée sur le territoire américain du premier bâteau d'esclaves. De cette date à nos jours, pendant plus de quatre siècles, les Noirs pauvres d'Amérique ont subi l'esclavage, l'exploitation, les tortures et le racisme. D'abord, la population noire esclave était concentrée dans les états agricoles du Sud, où les grands propriétaires terriens avaient besoin de main d'œuvre pour la culture du coton. A la fin du XVIIIe siècle, plusieurs dizaines de milliers d'esclaves ont été introduits dans le Sud.

Les esclaves se révoltent, beaucoup sont massacrés, les Noirs répondent à ces massacres par des massacres de Blancs.

Mais ces révoltes ne débouchent pas sur un renversement du système esclavagiste.

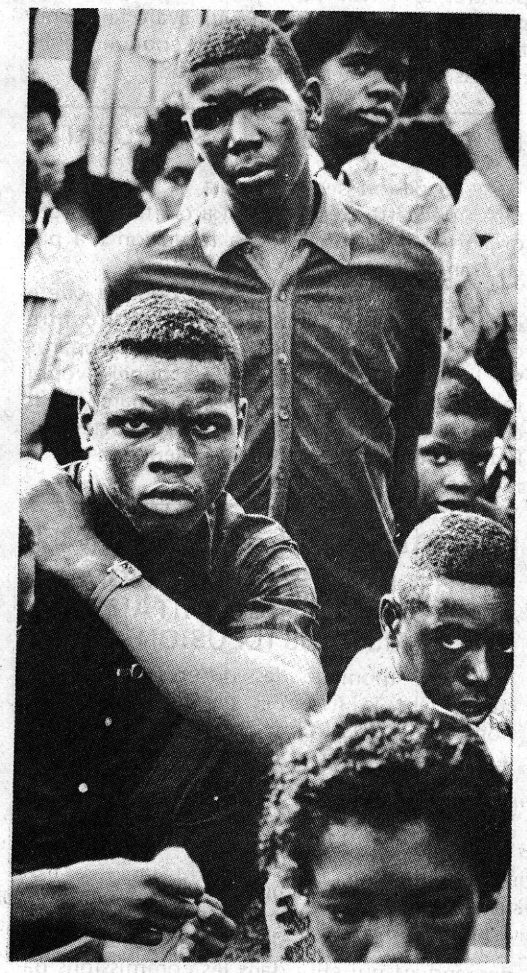
En 1861, la guerre de secession oppose les états industrialisés du Nord aux États esclavagistes et agricoles du Sud. Les Noirs désertent en masse les plantations pour combattre aux côtés des Nordistes favorables à l'abolition. Beaucoup émigrent clandestinement vers le Nord pour trouver du travail dans les grandes villes industrielles. A la fin de la guerre, Lincoln doit abolir l'esclavage.

La population noire du Nord s'accroît considérablement : 350 000 noirs en 1910 contre 10 000 20 ans plus tôt. Les anciens esclaves qui trouvent du travail dans les villes industrielles ont à subir une nouvelle forme d'exploitation. Les salaires sont bas, il n'y a aucune sécurité d'emploi. Les Noirs sont relégués aux travaux les plus pénibles et les plus mal rétribués. Ils sont parqués dans des quartiers misérables, les ghettos.

La plupart des syndicats n'admettent pas les Noirs. Ils n'ont aucune protection du point de vue salaire et doivent accepter à travail égal des salaires inférieurs à ceux des Blancs. Une telle division entre les travailleurs Noirs et Blancs profite aux Capitalistes, qui bénéficient d'une main d'œuvre noire à leur merci.

Dans le Nord comme dans le Sud, les Noirs sont victimes du racisme. Dès le lendemain de la guerre de secession, des sociétés secrètes, telle le ku klux klan, apparaissent dans le Sud pour défendre la ségrégation et l'esclavagisme. Leur action et leurs principes reposent sur le racisme. Ils se livrent à des tortures, des lynchages de Noirs. 5000 noirs sont morts de cette manière en un siècle. Ces crimes sont restés impunis.

Dans leur travail, dans leur vie sociale, les Noirs sont aussi confrontés au racisme. Dans les usines, les ateliers de Noirs et de Blancs sont séparés, comme les vestiaires, les réfectoires les toilettes. Dehors, il est interdit aux Noirs de passer par les mêmes portes que les blancs, de fréquenter les mêmes écoles, les mêmes églises. On interdit aux Blancs de fréquenter les Noirs, de travailler avec eux. C'est



la ségrégation raciale. Les capitalistes Blancs Américains créent et entretiennent cette ségrégation, qui leur permet de trouver face à eux une classe ouvrière divisée et donc affaiblie dans ses luttes.

Les Noirs tentent de s'organiser pour se défendre. En 1905, William Dubois crée l'Association pour l'avancement des gens de couleur, la NAACP. Elle lutte contre la ségrégation et pour l'égalité des droits. Son action est surtout juridique et vise à l'intégration des Noirs dans la société Blanche.

Tout de suite après la guerre de 1914, le chômage est important et avive les agressions racistes. Les Noirs sont victimes d'un racisme particulièrement violent. Le ku klux klan reprend de la vigueur les lynchages recommencent.

De nombreux Noirs perdent alors tout espoir dans l'intégration. Ils se tournent vers Marcus Garvey, originaire de la Jamaïque, qui veut construire une société Noire séparée des Blancs et parle d'un retour en Afrique. C'est la première prise de position nationaliste et séparatiste du mouvement noir.

La deuxième guerre mondiale produit les mêmes effets de haine et de violence.

La lutte pour les droits civiques commence dans les années d'après guerre. Il s'agit surtout d'une lutte pour le droit à l'égalité politique, par exemple le droit de vote pour les Noirs. Les progrès sont lents. En 1955, on entend pour la première fois parler du pasteur Martin Luther King. Une femme qui a refusé de laisser sa place à un Blanc dans un Bus est arrêtée en Alabama. Toute la communauté Noire de la ville organise le boycott des bus, qui dure 13 mois. La justice est contrainte de supprimer la ségrégation dans tous les bus d'Alabama. L'exemple est donné : partout, des boycotts de magasins, de bus, sont organisés, et souvent avec succès.

C'est une lutte non violente, qui vise à l'égalité des droits pour les Noirs, et qui de ce fait est limitée. Mais les Noirs apprennent ainsi à s'organiser et font la preuve de leur force.

Cependant, surtout dans le Sud, les Blancs racistes répondent à la résistance passive du mouvement de Martin Luther King par des lynchages, des assassinats.

Devant cette violence des Blancs racistes, de nombreux Noirs commencent à se demander si la non violence et la résistance passive sont un bon moyen de lutte. A partir de 1965, la colère éclate dans les ghettos Noirs des grandes villes. Elle est surtout le fait de jeunes noirs qui n'attendent plus rien de cette société. C'est la lutte pour le «pouvoir Noir».

Les Black Muslims, musulmans Noirs, proposent un développement séparé de la communauté Noire, avec le développement d'un capitalisme Noir. Ils connaissent un grand succès auprès des jeunes noirs des ghettos. Leur leader est Malcom X. Le premier, il affirme qu'il faut répondre par la violence à la violence des Blancs. Il est assassiné en 1964.

Le parti des Panthères Noires apparait en 1967 sur les mêmes bases, pouvoir Noir et violence en réponse aux brutalités policières.

Cette organisation est puissante, elle fait la loi dans les ghettos. Ils sont armés et arrivent à se faire craindre des Blancs racistes.

Mais la répression policière réagit, les dirigeants sont tués ou emprisonnés. Même les dirigeants modérés du mouvement noir sont touchés. Martin Luther King est assassiné en 1968. Angela Davis militante du PC est emprisonnée.

Aujourd'hui, la situation des Noirs Pauvres aux USA reste la même, le racisme subsiste partout et il est ravivé par la crise économique qui s'aggrave. Les Noirs vivent toujours dans les ghettos des grandes villes, ils occupent le bas de l'échelle sociale. Leurs salaires sont plus bas que ceux des blancs et ils sont bien plus touchés par le chômage 57% des jeunes Noirs sont sans travail.

Récemment, depuis l'arrivée au pouvoir de Reagan, l'assistance de l'état à la population pauvre a été réduite, ce qui touche en priorité les Noirs, qui sont les plus défavorisés. Avec la recession économique, et la poussée de la droite réactionnaire, les conquêtes du mouvement pour les droits civiques des années 60 sont remises en cause. Le racisme s'aggrave, entretenu par le pouvoir Blanc capitaliste.

Mais dans les usines, les Noirs continuent à lutter. Dans certaines branches vitales de l'industrie, l'acier ou l'automobile, ils sont en majorité. Ils constituent une partie importante de la classe ouvrière américaine, et qui sait se faire entendre .

Malgré le climat de racisme, les travailleurs Blancs se retrouvent souvent aux côtés des Noirs dans leurs luttes. Les travailleurs Noirs, qui sont aux USA les plus durement opprimés et exploités, et qui ont déjà l'expérience de luttes politiques acharnées contre la police et l'état raciste, peuvent constituer le moteur qui conduira toute la classe ouvrière américaine à une lutte contre le pouvoir capitaliste qui crée misère, chômage, racisme.

Le renversement du pouvoir capitaliste par la classe ouvrière dans ce pays immense, le plus riche et le plus fortement industrialisé du monde, entraînerait forcément des mouvements semblables dans les pays plus faibles qui vivent dans l'ombre ou sous la domination des États Unis.

Ainsi, la lutte du peuple Noir Américain, si elle réussit à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière, ouvre la possibilité d'une société nouvelle, d'où exploitation, violence, racisme auront disparu, et ceci pour l'ensemble de l'humanité.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.
Commission paritaire
N° 51728